

# La Vie Internationale

14 Mars 53  
Moscou sans Staline

Le flot des commentaires qui a suivi la mort de Staline et la composition du nouveau gouvernement de P.U.R.S.S. s'est calmé. On s'accorde peu à peu sur les deux points que nous avons dégagés la semaine dernière et que M. Foster Dulles a lui-même formulés; il n'y aura rien de changé pour un temps assez long dans la politique soviétique mais pour consolider l'autorité de la nouvelle équipe il faudra une pause durable qui assure dans le proche avenir le maintien de la Paix.

## Le nouveau Ministère Soviétique.

Ce n'est pas trop de dire qu'une sorte de panique morale s'est emparée de la masse des citoyens soviétiques apprenant la disparition, inattendue pour eux, de celui qui leur garantissait la sécurité et dont le génie chaque jour exalté par la propagande, les tranquillisait. Les hommes qui le remplacent sont à peine connus du public, en dehors des cercles urbains et des milieux intellectuels. Rassurer les foules était la première obligation des héritiers, nécessité qui s'imposait à tous les dirigeants quels que soient leurs futurs desseins. On a donc fait figurer, d'un commun accord, sur la liste des nouveaux maîtres tous les noms familiers qui pouvaient inspirer confiance. Et l'on fait part égale aux plus célèbres militaires et aux administrateurs déjà depuis longtemps en place. On a même fait appel au Maréchal Joukoff que Staline craignait et qu'il avait retourné dans l'ombre. En fait, le pouvoir réel est concentré dans les mains de Malenkof et de Béria l'un qui tient les fiches de tous les fonctionnaires et l'autre les rouages de la police.

Nous ne pensons pas qu'il y ait entre ces deux hommes une quelconque rivalité. Ils ne peuvent rien l'un sans l'autre et n'ont pas intérêt à s'éliminer mutuellement. Molotof malade n'est plus qu'un figurant; Kaganovitch est là comme beau-frère de Staline et limité à son rôle de contrôleur de l'Industrie; Boulganine est un ministre de la guerre apparemment choisi pour surveiller l'armée et l'épurer à l'occasion et le nouveau président, le vieux Maréchal Vorochiloff a une mission purement décorative. Quant à Joukoff, ambitieux et brutal, il aura deux anges gardiens Boulganine d'un côté et Vassiliewski de l'autre qui contrôlent les états-majors.

Quant aux ministres et sous-ministres leur rôle est réduit à des secteurs bien délimités. Mais c'est sans doute parmi eux qu'un jour peut-être surgira celui qui vaudra devenir le nouveau Staline, qui cherchera à se débarrasser de tous ces contrôleurs de la bureaucratie soviétique. Cette machine bureaucratique est d'ailleurs solide et si ses réalisations sont souvent défectueuses, son fonctionnement est bien assuré.

Il n'y a pas de mouvement de masse qui puisse ébranler l'appareil administratif et policier. Une révolution ne peut venir que d'en haut par un coup d'état de palais. C'est dire qu'il n'est pas proche.

## Les conditions de survie du monde libre.

Pour le moment ce n'est pas à Moscou que se joue l'avenir du monde libre. Il est commandé par deux questions auxquelles pour l'heure il est impossible de répondre: l'unité de l'Europe se fera-t-elle par une véritable et définitive fédération des six? La réponse c'est la France seule qui la donnera d'ici l'automne; les autres ont déjà moralement donné leur accord de principe; la seconde question est de savoir si la technocratie moderne est en mesure de prévenir le retour d'une crise économique sérieuse et générale qui rappelle, ne fut-ce que partiellement, celle de 1929-32. Le monde libre et le système sur lequel il repose ne résisterait pas à une tourmente d'ordre économique. Rien pour le moment ne fait prévoir une crise de cet ordre. Mais le léger ralentissement, assez général, du progrès économique, la chute profonde du prix des matières premières de base, le déclin sensible de la production française et la stagnation des autres pays européens sont déjà en soi préoccupants. Le succès du régime de liberté contrôlée repose entièrement sur son dynamisme et la continuité du progrès de la production. Il y a bien un troisième problème, celui de la cohésion politique des pays du monde libre; il est fonction des deux premiers. Si la fédération européenne se réalise peu à peu et l'économie progresse, n'y aura pas entre les associés de rupture ou de dissensions graves.

## Les buts de la Politique française.

La politique française telle qu'elle s'est trouvée définie par le plan Schuman et le plan Pleven et l'Assemblée de Strasbourg, et dont le premier acte le pool charbon-acier, est réalisé, est peu connue dans ses intentions profondes des Français eux-mêmes. Et cette ignorance est pour beaucoup dans les polémiques passionnées qui se déchangent; polémiques intéressées, souvent aussi purement sentimentales. On entoure les grands desseins d'un voile d'hypocrisie qui ne trompe pas les politiques et ne sert par conséquent de rien, mais égare les non initiés.

L'idée maîtresse de la politique française a été de soustraire à la disposition exclusive de l'Allemagne l'énorme potentiel industriel de la Ruhr. C'était l'objectif de Pomararé; il a échoué. Depuis 1945 la France trop faible dans le monde nouveau n'y pouvait plus songer.

Le contrôle de la Ruhr après cette guerre n'était que temporaire et ne pouvait durer. Il fallait opérer autrement. D'abord annexer à l'économie française le riche bassin sarrois et grâce à cela diminuer la prépondérance allemande à notre profit et pour la Ruhr trouver le moyen d'y avoir accès. Le Pool charbon-acier met à la disposition de toute l'Europe, petite ou grande, cette source primordiale de richesses. L'Allemagne n'en a plus le contrôle exclusif. Sans doute elle bénéficie en contre-partie de l'accès aux ressources de ses co-partenaires, mais elle ne peut plus se servir de la Ruhr pour reconstituer une machine de guerre.

Cela n'est pas suffisant. Les conditions d'une puissance militaire peuvent changer. Aujourd'hui l'arme atomique; demain qui peut savoir? Le plan d'organisation de l'armée européenne permet de garantir l'avenir autant qu'il se peut. Essentiellement prévenir la reconstitution d'un grand état-major allemand, condition indispensable de la renaissance d'un militarisme de combat; ensuite avoir un droit de regard sur la production d'engins de guerre en Allemagne et interdire ce qui pourrait devenir un danger; ces deux garanties, le projet de communauté de défense européenne les apporte. Les autres modalités importent peu. Ce double contrôle qui assure la paix entre les deux pays est nécessaire et suffisant. Les Allemands encore sous le coup de la tragique expérience hitlérienne l'acceptent peut-être pas pour longtemps. Laissera-t-on passer l'heure?

Il y a plus: d'après la rapide reconstitution du potentiel économique de l'Allemagne qui n'a à son passif ni la charge d'une lourde défense militaire, ni celle de l'Indochine, on peut aisément prévoir que la suprématie allemande en ce domaine pourrait fermer à notre industrie tous les débouchés extérieurs indispensables à son fonctionnement. En mettant l'Allemagne dans l'obligation de consacrer une part importante de son budget dans son effort militaire, on rétablit l'équilibre et l'on freine l'expansion industrielle à des fins commerciales.

Si tous les électeurs français se pénétraient de ces raisons, la grande majorité y souscrirait et les intérêts particuliers d'affaires ou de prestige n'y pourraient rien contre. Mais il faudrait qu'on l'entende clairement.

CRITON.